**Audit – Bureau de Brest**
260 rue Augustin Fresnel

29490 GUIPAVAS

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

**OUEST CONSEILS BREST**
6 rue Jacques Daguerre

29850 GOUESNOU

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

# CCI FINISTERE

Chambre de Commerce et d'Industrie

Siège social : 1 Place du 19ème RI
29200 BREST

---

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024

**CCI FINISTERE**

Chambre de Commerce et d'Industrie

Siège social : 1 Place du 19ème RI
29200 BREST

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de la CCI Finistère,

## Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CCI FINISTERE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CCI FINISTERE à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion avec réserve

### *Motivation de la réserve*

A la clôture de l'exercice au 31/12/2024, l'annexe aux comptes annuels mentionne la clôture de la concession du port de Roscoff qui arrive à son terme à la fin de l'exercice 2025.

Dans le cadre de l'indemnisation des biens de retour transférés au concédant en fin de concession dont la valeur nette comptable prévisionnelle au 31/12/2025 est estimée à 23,6 M€, la CCI Finistère a engagé une réclamation contentieuse envers la Région Bretagne aux fins d'obtenir une indemnisation à hauteur de l'avance financière de 8,5 M€ affectée par la CCI à la concession afin de financer les investissements d'extension du port de Roscoff lors des années 2010 à 2014. L'indemnisation au titre de cette avance financière, au regard de la procédure judiciaire actuelle, demeure incertaine.

A la lumière du caractère hypothétique du remboursement de cette avance et par application du principe de prudence, nous considérons qu'une provision aurait dû être constatée dans les comptes.

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CCI à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la CCI ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier, il appartient à la Commission des Finances d'émettre un avis sur ces comptes.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre CCI.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la CCI à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 27 mai 2025

Les Commissaires aux Comptes

| BAKER TILLY STREGO | OUEST CONSEILS AUDIT |
| --- | --- |
| Arnaud MOYON<br>Certified by yousign | MICHEL JAOUEN<br>Certified by yousign |
| Monsieur Arnaud MOYON | Monsieur Michel JAOUEN |

CCI FINISTÈRE

**Etablissement : Ensemble CCI Finistère (Sans 18)** **31/12/2024**
Service budgétaire : Ensemble
Délégation : CCI Finistere
Codification : 0x

## BILAN - ACTIF

*En Euros*

| | 31/12/2024 *Durée de 12 mois* | | | 31/12/2023 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMT ET PROV° | NET | NET |
| Capital non appelé | | | | |
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de rechercher et de développement | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, | 764 696 | 739 431 | 25 265 | 23 472 |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres | 1 040 988 | 1 038 756 | 2 232 | 4 854 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 10 518 468 | 4 550 786 | 5 967 682 | 5 626 241 |
| Constructions | 67 146 765 | 32 740 554 | 34 406 210 | 35 781 408 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 12 022 312 | 10 399 324 | 1 622 989 | 1 384 754 |
| Autres | 13 963 141 | 11 431 193 | 2 531 948 | 2 612 085 |
| Immobilisations corporelles en cours | 5 739 651 | | 5 739 651 | 5 216 892 |
| Avances et acomptes | 5 449 | | 5 449 | 5 449 |
| IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION | 163 086 766 | 87 708 056 | 75 378 710 | 77 476 131 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES : | | | | |
| Participations | 25 091 843 | 1 216 839 | 23 875 004 | 10 409 381 |
| Creances rattachees a des particip. | 2 934 214 | | 2 934 214 | 15 307 923 |
| Autres titres immobilises | 5 321 150 | | 5 321 150 | 5 268 181 |
| Prets | 15 000 | | 15 000 | |
| Autres | 7 879 441 | | 7 879 441 | 1 617 090 |
| Prets et avances inter services | | | | |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE I** | **315 529 883** | **149 824 939** | **165 704 944** | **160 733 862** |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| STOCKS ET EN-COURS : | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | 148 300 | 30 490 | 117 810 | 121 021 |
| En-cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 261 255 | | 261 255 | 217 156 |
| AVANCES ET ACPTES VERSES SUR CDES | 145 827 | | 145 827 | 23 256 |
| CREANCES D'EXPLOITATION : (3) | | | | |
| Clients et comptes rattaches | 18 958 253 | 1 364 432 | 17 593 821 | 22 054 859 |
| Autres | 14 286 200 | | 14 286 200 | 17 477 969 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 15 156 220 | | 15 156 220 | 16 237 388 |
| DISPONIBILITES | 11 203 013 | | 11 203 013 | 13 870 559 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3) | 441 939 | | 441 939 | 325 896 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT II** | **60 601 006** | **1 394 922** | **59 206 083** | **70 328 103** |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | |
| Ecart de conversion Actif (V) | | | | |
| **TOTAL ACTIF** | **376 130 888** | **151 219 861** | **224 911 028** | **231 061 964** |
| (1) dont droit au bail | | | | |
| (2) dont a moins d'un an | | | | |
| (3) dont a plus d'un an | | | | |

**Etablissement : Ensemble CCI Finistère (Sans 18)** **31/12/2024**
Service budgétaire : Ensemble
Délégation : CCI Finistere
Codification : 0x

## BILAN - PASSIF
*En Euros*

| | 31/12/2024 Durée de 12 mois | 31/12/2023 Durée de 12 mois |
|---|---|---|
| **CAPITAUX PROPRES** | | |
| Capital | | |
| Prime d'émission, de fusion, d'apport | 2 522 328 | 2 522 328 |
| Apports | 9 966 605 | 9 966 605 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves légales et stautaires | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | 6 074 011 | 6 074 011 |
| Report à nouveau | 59 861 327 | 60 420 623 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | -7 532 006 | -105 659 |
| Subventions d'investissement | 58 184 416 | 60 641 953 |
| Provisions réglementées | 39 535 | 39 535 |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES I** | **129 116 216** | **139 559 397** |
| **DROITS DU CONCEDANT** | 3 934 948 | 4 100 875 |
| TOTAL I BIS | 3 934 948 | 4 100 875 |
| **FONDS EFFORT DE CONSTRUCTION** | | |
| Sous forme de subventions | | |
| Sous forme de prêts | | |
| Sous forme de souscriptions | | |
| TOTAL I TER | - | - |
| **P R O V I S I O N S RISQUES ET CHARGES** | | |
| Provisions pour risques | 8 970 453 | 670 453 |
| Provisions pour charges | 8 642 457 | 9 653 021 |
| TOTAL PROV. RISQUES & CHARGES II | **17 612 910** | **10 323 474** |
| **D E T T E S** | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes aupres etablissement de credit (2) | 30 159 346 | 32 944 892 |
| Emprunts et dettes financieres divers | 1 313 835 | 1 311 711 |
| Avances et acomptes recus sur commandes en cours | 41 452 | 34 988 |
| Prets avances inter services recus | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattaches | 11 847 989 | 13 996 444 |
| Dettes fiscales et sociales | 3 933 777 | 4 747 194 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immo et comptes rattaches | 798 367 | 1 220 762 |
| Autres dettes | 24 578 035 | 20 710 024 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 1 574 153 | 2 112 204 |
| TOTAL DETTES III | **74 246 953** | **77 078 219** |
| Ecart de conversion passif | | |
| Ecart d'equivalence | | |
| TOTAL PASSIF I+I BIS+ITER+II+III+IV | **224 911 028** | **231 061 964** |
| (1) dont a plus d'un an | | |
| (1) dont a moins d'un an | | |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs banque | 1 741 657 | |

CCI FINISTÈRE

**Etablissement : CCIMBO Ensemble (Sans 18)** Exercice clos le *31/12/2024*
Service budgétaire : Tous
Délégation de : Ensemble

# BUDGET EXECUTE - FONCTIONNEMENT CHARGES

| *En Euros* | Budget exécuté 31/12/2023 | Budget voté 31/12/2024 | Budget exécuté 31/12/2024 | *Différence* |
|---|---|---|---|---|
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | | | |
| Parts contributives (A) | | | | |
| Achats de marchandises | 1 634 016 | 580 715 | 1 055 476 | *474 761* |
| Variation de stock | 33 223 | | 72 476 | *72 476* |
| Achat de matières premières et approvisionnements | | | | |
| Variation de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes | 48 777 932 | 46 702 777 | 45 140 894 | *-1 561 884* |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 958 519 | 719 107 | 799 572 | *80 465* |
| Salaires et traitements | 9 720 935 | 8 146 885 | 8 924 550 | *777 665* |
| Charges sociales | 5 249 034 | 4 082 681 | 5 088 716 | *1 006 035* |
| Dotations aux amortissements et provisions | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 8 607 642 | 8 717 577 | 8 923 129 | *205 552* |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | 406 156 | 169 063 | 163 292 | *-5 772* |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | 1 318 203 | 395 121 | 9 291 103 | *8 895 982* |
| Autres charges | 1 071 935 | 648 672 | 600 381 | *-48 291* |
| Contributions versées aux services | | 12 866 512 | | *-12 866 512* |
| Sous-Total (B) | 77 777 596 | 83 029 112 | 80 059 589 | *-2 969 523* |
| **TOTAL (A+B) = I** | **77 777 596** | **83 029 112** | **80 059 589** | ***-2 969 523*** |
| Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (II) | | | | |
| **CHARGES FINANCIERES** | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 1 817 157 | | 23 973 | *23 973* |
| Intérêts et charges assimilés | 880 495 | 870 924 | 834 933 | *-35 991* |
| Différences négatives de change | 6 | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement | | | | |
| **TOTAL III** | **2 697 658** | **870 924** | **858 906** | ***-12 019*** |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | | | |
| Sur opération de gestion | 152 307 | 2 515 | 851 659 | *849 144* |
| Sur opération en capital | 87 227 | 583 095 | 685 802 | *102 707* |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | |
| **TOTAL IV** | **239 534** | **585 610** | **1 537 460** | ***951 850*** |
| Participations des salariés (V) | 16 702 | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VI) | | | 119 788 | *119 788* |
| **Total des charges (I+II+III+IV+V+VI)** | **80 731 490** | **84 485 646** | **82 575 743** | ***-1 909 903*** |
| Solde créditeur - bénéfice | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **80 731 490** | **84 485 646** | **82 575 743** | ***-1 909 903*** |

**Etablissement : CCIMBO Ensemble (Sans 18)** Exercice clos le *31/12/2024*
Service budgétaire : Tous
Délégation de : Ensemble

# BUDGET EXECUTE - FONCTIONNEMENT PRODUITS

| *En Euros* | Budget exécuté 31/12/2023 | Budget voté 31/12/2024 | Budget exécuté 31/12/2024 | *Différence* |
|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | | | |
| Taxe pour frais de CCI (A) | 4 947 610 | 4 756 546 | 4 797 508 | *40 962* |
| Ventes de marchandises | 999 947 | 678 805 | 568 095 | *-110 710* |
| Production vendue biens | 79 770 | 1 566 159 | 90 937 | *-1 475 222* |
| Production vendue services | 57 548 220 | 53 982 815 | 54 723 118 | *740 303* |
| Sous total (B) Montant net du chiffre d'affaires | 58 627 937 | 56 227 780 | 55 382 151 | *-845 629* |
| Dont à l'exportation | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Ressources d'origine publique et subventions d'exploitation | 2 690 297 | 1 624 653 | 1 945 799 | *321 145* |
| Reprise sur provisions, amortissements | 1 492 079 | 837 295 | 2 194 060 | *1 356 765* |
| Autres produits | 2 434 | 49 718 | 8 494 | *-41 224* |
| Transferts de charges | 1 912 417 | 312 933 | 1 551 088 | *1 238 155* |
| Contributions reçues des services | | 12 866 512 | | *-12 866 512* |
| Sous-total (C) | 6 097 226 | 15 691 111 | 5 699 441 | *-9 991 671* |
| **TOTAL (A+B+C) = I** | **69 672 774** | **76 675 437** | **65 879 099** | ***-10 796 338*** |
| Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (II) | | | | |
| **PRODUITS FINANCIERS** | | | | |
| De participation | 1 264 923 | | 279 291 | *279 291* |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilis | 112 524 | 202 500 | 93 860 | *-108 640* |
| Autres intérêts et produits assimilés | 477 828 | | 736 649 | *736 649* |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 712 623 | 583 013 | 1 319 609 | *736 596* |
| Différences positives de changes | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement | | | | |
| **TOTAL III** | **2 567 899** | **785 513** | **2 429 409** | ***1 643 896*** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | | | |
| Sur opération de gestion | 3 565 168 | 1 729 136 | 1 693 527 | *-35 609* |
| Sur opération en capital | 4 819 991 | 4 848 588 | 5 041 702 | *193 114* |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| **TOTAL IV** | **8 385 159** | **6 577 724** | **6 735 229** | ***157 506*** |
| **Total des produits (I+II+III+IV)** | **80 625 831** | **84 038 674** | **75 043 737** | ***-8 994 936*** |
| **Solde débiteur - perte** | 105 659 | 446 973 | 7 532 006 | *7 085 033* |
| **TOTAL GENERAL** | **80 731 490** | **84 485 646** | **82 575 743** | ***-1 909 903*** |